



L'exportation vers les pays européens. © H. Giraud

La fin du poulet « grand export » français : un tournant stratégique ?

“

Cette analyse retrace la création et les principales étapes de développement de la filière française « grand export », jusqu'aux transformations récentes qui la redéfinissent. Elle met également en lumière les perspectives à venir ainsi que les enjeux économiques et industriels qui façonneront son évolution.

”

DÔ C.¹, BOUZIDI M.¹, DESOLE M.¹
¹ ITAVI – PARIS;

Contact : do@itavi.asso.fr

Résumé

Depuis 80 ans, la filière française du poulet *grand export* joue un rôle structurant dans le paysage avicole national et international. Construite au milieu des années 50, la filière s'oriente d'abord vers le marché allemand. Mais l'échec de pénétration de ce marché conduit les acteurs de l'export à s'orienter dans les années 70 vers de nouveaux marchés, notamment du Moyen-Orient. L'export connaît alors un essor spectaculaire soutenu par les restitutions (aides communautaires à l'exportation) : les exportations de viande de volaille française passent de 42 kt en 1972 à 388 kt en 1983. Mais les années 80 sont marquées par les premières crises (perte de marchés d'export) entraînant de nombreuses restructurations. Malgré cela, la France reste un exportateur majeur : les exportations atteignent 575 kt en 1998. Cependant, les conséquences des accords du GATT de 1994 entraînent le déclin de la filière *grand export*. Dans les années 2000, les exportations chutent pour atteindre 240 kt en 2013, date de fin des restitutions. Suite à cela, les entreprises d'export restantes déposent le bilan : la restructuration est difficile et marquée par une poursuite de l'érosion des volumes à destination du *grand export* (63 kt en 2025). A partir de 2026, les dernières restructurations actent la fin progressive de la filière *grand export* et redirigent les volumes vers le marché national. Cet article retrace les différentes phases historiques de la filière *grand export* et interroge les impacts de la fin des activités *grand export* sur l'équilibre du marché français et de ses perspectives.

Abstract

Is the end of French 'grand export' chicken a strategic turning point?

For 80 years, the *French great export* poultry *filière* has played a structuring role in shaping both national and international poultry market. Established in the mid-1950s, the sector initially targeted the German market. However, failing to break into this market, exporters shifted their strategy in the 1970s toward new markets, particularly the Middle East. Exports then surged, fueled by EU export subsidies: French poultry meat exports soared from 42,000 tons in 1972 to 388,000 tons by 1983. The 1980s brought the first crises (loss of export markets) triggering widespread restructuring. Despite these challenges, France remained a major exporter, with exports peaking at 575,000 tons in 1998. Yet, the 1994 GATT agreements dealt a severe blow to the sector. By the 2000s, exports plummeted, reaching just 240,000 tons in 2013 when subsidies ended. The remaining export firms went bankrupt, and restructuring was difficult, as export volumes kept decreasing (63,000 tons by 2025). Since 2026, the final restructurings marked the gradual decline of the *great export filièr*e, shifting production toward the domestic market. This article explores the *filière's* historical phases and examines how the end of *great export* activities has impacted the balance of the French market and its future outlook.

La validation par le tribunal de commerce de Rennes (le 24 février 2026) de la reprise de France Poultry et de 35,5 % de Yer Breizh par le groupe LDC marque un moment structurant pour l'aviculture française, et plus particulièrement pour la Bretagne.

Au-delà d'une simple opération capitalistique, se cache l'épilogue d'une aventure industrielle soixantenaire : la filière française du poulet grand export, née en Bretagne dans les années 1960. Cette décision révèle une recomposition profonde de la stratégie industrielle, à la fois du côté du groupe saoudien Al-Munajem et du leader français LDC.

Cette note d'analyse propose de revenir sur la genèse et les grandes étapes de cette filière, depuis sa construction jusqu'aux événements récents, en analysant les perspectives ainsi que les enjeux économiques et industriels qui se dessinent pour les années à venir.

1. La construction et l'essor de la filière grand export (1950 – 1983)

Au début des années 50, la Bretagne est marquée par le déclin de ses productions historiques que sont la pomme de terre, le lin et le cheval. Dès lors, l'aviculture hors-sol apparaît comme une excellente alternative pour les agriculteurs à la recherche de compléments de revenus. Sous l'impulsion des fabricants d'aliments et des accoueurs, la filière poulet de chair se construit. La profession agricole, les politiques et l'administration locale en grande partie issue des campagnes travaillent dans le même sens pour soutenir son développement. Alors qu'elle atteint à peine 10 000 t/an au début des années 50, la production nationale atteint 100 000 t/an dix ans plus tard.

C'est dans ce nouveau contexte dynamique que Pierre Doux, Jos Bernard et Jacques Tilly, construisent dans le Finistère, des abattoirs pour la production de poulet d'exportation. Doux s'installe à Port-Launay (1955), Tilly à Guerlesquin (1956) et Bernard (société UNACO, Union Avicole de Cornouaille) à Briec-de-l'Odet (1962). Dans un marché national saturé marqué par les crises de surproduction au milieu des années 60, les « trois mousquetaires » cherchent de nouveaux débouchés capables d'absorber du volume. Avant 1972, les débouchés sont principalement européens (R.F.A et Royaume-Uni) et oscillent entre 15 000 et 30 000 t/an en raison de la concurrence hollandaise. À partir de 1972, l'échec de la conquête du marché hollandais amène les exportateurs vers le grand export. Les exportations, tout produits volailles confondues, doublent entre 1972 et 1976 (de 42 000 à 84 000 t/an), puis à nouveau entre 1976 et 1979 (de 85 000 à 174 000 t/an) et une 3^e fois entre 1979 et 1982 (de 174 000 à 344 000 t/an). Le maximum est atteint en 1983 avec 388 000 tonnes exportées par la France. Celles-ci sont notamment expliquées par l'augmentation des exports vers le nouveau client principal qu'est le Moyen-Orient : ils passent de 100 tonnes en 1970 à 140 000 tonnes en 1980.

Plusieurs facteurs expliquent ce développement spectaculaire entre les années 1960 et 1980. D'une part, les exportations de poulet sont soutenues dès le début par les politiques européennes. Dès 1962, l'organisation commune des marchés avicoles met en place des subventions à l'exportation appelées restitutions. Celles-ci permettent de couvrir le différentiel de prix entre le marché intérieur et le marché mondial. Le montant est régulièrement ajusté en fonction de l'évolution des prix des matières premières, du prix du poulet sur le marché mondial et du cours du dollar.

Des acteurs du grand export puissants et en plein essor

En 1980, Doux compte 4 abattoirs à Port-Launay (Finistère), Péderneac (Côtes-du-Nord, ancien nom des Côtes d'Armor), Plouray (Morbihan), Chantonay (Vendée) et traite plus de 100 000 t/an. En 1981, Doux construit le plus gros abattoir d'Europe à Châteaulin et opère un rapprochement avec UNACO sous l'égide de la BNP. En 1983, les deux sociétés abattent 215 000 tonnes (1/3 de la production française) et après la crise de 1983-1986 liée à la perte de certains marchés d'export au Moyen-Orient, les volumes se stabilisent autour de 165 000 t/an. En 1982, le nouvel abattoir d'UNACO sort 270 000 poulets par jour. De son côté, Tilly abat sur la même période entre 60 000 et 85 000 t/an. Toutes ces entreprises sont pilotées par une logique amont et ont des abattoirs spécialisés qui proposent un poulet âgé de 42 à 45 jours, éviscéré, congelé après passage d'un bain d'eau glacée et conditionné par cartons de dix. Les poulets sont ensuite exportés par des navires frigorifiques.

D'autre part, plusieurs pays du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Yémen du Nord, Irak, Iran...) sont à la recherche d'une viande bon marché et sans interdit religieux. Ces pays, dont les revenus se sont améliorés grâce au boom pétrolier, ont une production nationale insuffisante (coûts de production élevés et contraintes physiques) et cherchent donc à s'approvisionner sur le marché international. Les opérateurs bretons participent alors au recyclage des « pétrodollars ».

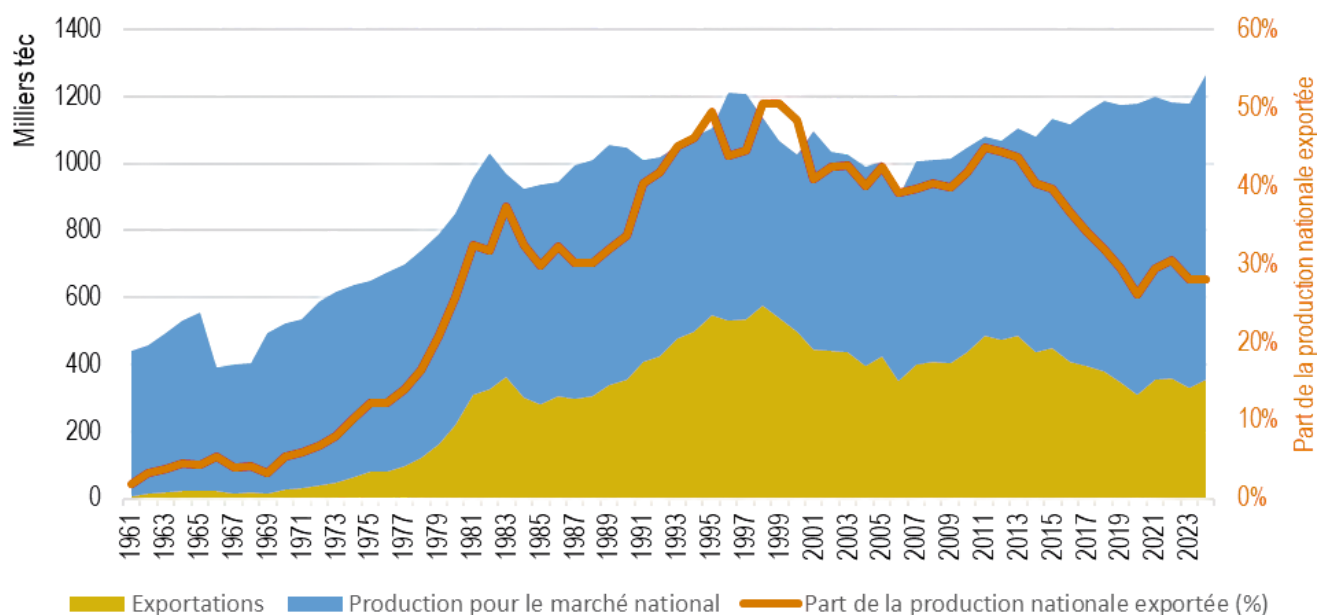
Dans le même temps, le Centre français du Commerce Extérieur (CFCE) et la Société pour l'Expansion des Produits Agricoles et Alimentaires (SOPEXA) vont largement contribuer à la notoriété du poulet français dans les pays du Moyen-Orient.

Entre 1977 et 1980, plusieurs millions de francs sont mobilisés pour la publicité (presse, télévision...).

Enfin, le développement de la souche *Vedette* issue d'un croisement avec une souche naine (qui consomme moins d'aliment) réalisée par l'INRA a permis une forte réduction l'indice de consommation et à contribuer à la diminution du prix de revient du poussin de l'ordre de 8 à 10 % par rapport aux autres souches utilisées pour l'export.

Ainsi, par son développement, la filière export contribue largement au développement économique du territoire notamment par le nombre d'emplois et d'entreprises spécialisées qu'elle crée (équipementiers, constructeurs de bâtiments, fabricants d'aliments, firmes services, vétérinaires...).

Evolution des exportations et production de poulet en France



Source : ITAVI d'après SSP, Douanes et FAOSTAT (1961-1992)

2. Premiers doutes et déclin (1983 – 2013)

La filière française connaît ses premières difficultés entre 1983 et 1986 suite à la réduction des parts de marché à l'export liée à l'entrée du Brésil sur les marchés du Moyen-Orient et à la baisse des exportations vers l'U.R.S.S. (marché pour lequel des contrats de 310 000 t/an avaient été conclus). Jusque dans les années 90, la France reste le 1er exportateur mondial de poulet congelé devant le Brésil et les Etats-Unis. Dès 1994, les accords du G.A.T.T. actent la diminution progressive des restitutions.

Entre 1995 et 2001 les contingents éligibles aux subventions diminuent de 21 % en volume et 36 % en valeur. Les négociations qui se poursuivent lors du cycle de Doha doivent aboutir à la fin des subventions à l'exportation mais l'absence d'un accord, donnent de nouvelles perspectives aux acteurs de l'export. Toutefois en 2013, alors que les restitutions représentent depuis les années 90 environ en moyenne 20 % du prix *Free on Board* (prix d'achat de la marchandise sans les coûts de transport et d'assurance) et malgré des actions de lobbying menées, la Commission Européenne annonce la fin des restitutions pour des raisons de réallocations des aides de la PAC.

Après l'essor, des entreprises du grand export entre fusions et reprises

Dans ce contexte économique bouleversé de 1983 à 2013, les principaux groupes, Doux et Tilly, sont très impactés. La crise au milieu des années 80 entraîne le dépôt de bilan de Tilly en 1984. L'entreprise est d'abord reprise en 1985 par Jean-Baptiste Doumeng puis par la société BSAD, propriété de Gérard Bourgoin, en 1987. En 1997, elle fusionne avec Sabco, abattoir construit en 1981 pour l'export et détenu par UNICOPA. En 2000, Tilly-Sabco devient propriété unique d'UNICOPA suite à la faillite de BSAD. Elle dépose le bilan en 2006 suite à l'influenza aviaire. De son côté, dans les années 90, Doux rachète des outils industriels allemands de Gust-Gold GVB en 1988. Puis en 1998, Doux décide d'investir directement au Brésil et rachète Frangosul.

L'échec des négociations du cycle de Doha (2001-2006) redonnent de l'espoir aux exportateurs. La société S2A (détenue par Daniel Sauvaget) propose un plan de continuation en 2007 où elle prend 60 % de Tilly-Sabco (UNICOPA gardant 40 %). En 2011, S2A en devient l'unique actionnaire afin de continuer une activité d'export, le temps de relocaliser la production vers le marché national. Par manque de temps et dans un contexte de baisse des prix, la fin des restitutions oblige l'entreprise à déposer le bilan en 2014. Quant à Doux, l'entreprise peine à s'imposer sur le marché intérieur allemand : l'abattoir est reconverti en 2007 pour le marché export. En 2011, à la suite de contentieux juridiques en raison de la teneur en eau des poulets, Doux se retire de l'Allemagne. Au Brésil, à la suite de nombreuses difficultés financières dès 2008, Doux cède ces actifs par morceaux en 2012, date de son dépôt de bilan. Une partie est reprise par le leader Brésilien JBS et quant à la partie française, elle est reprise par un consortium impliquant notamment l'importateur Saoudien Al-Munajem.



L'exportation du poulet grand export de Doux ©ITAVI



Abattoir d'exportation _©ERA

3. Restructuration et puis maintien d'équilibre fragile

La disparition des restitutions à l'export en juillet 2013 marque un point de rupture pour la filière française du poulet grand export. Ce modèle économique, construit pendant plusieurs décennies autour de la restitution aux exportations vers les pays tiers (compétitivité subventionnée), se retrouve brutalement fragilisé. Pour un coût de production estimé autour de 1,80 €/kg sortie abattoir en 2013, la disparition progressive de ces aides (passées de 0,40 €/kg en 2010 à zéro en juillet 2013) fait voler en éclats l'équilibre économique du secteur. Les conséquences sont immédiates : réduction d'activité chez Tilly-Sabco dès 2013 puis liquidation en 2014, tandis que le groupe Doux, déjà fragilisé par un endettement important, avait déposé le bilan dès juin 2012.

Dans ce contexte de crise structurelle, l'entrée au capital du groupe saoudien Al-Munajem en 2014 constitue une tentative de stabilisation. Le distributeur saoudien, principal client historique du poulet export français, convertit une partie de sa dette en participation et sécurise ainsi son approvisionnement. Mais cette opération marque aussi un basculement, l'aval commercial du grand export se rapproche de plus en plus des marchés de destination.

La restructuration autour de Terrena (2016)

La première étape de reconstruction intervient en mars 2016 lorsque la coopérative Terrena finalise l'acquisition du groupe Doux aux côtés de Sofiprotéol. L'objectif est alors de constituer un pôle volailles puissant en regroupant Doux et Gastronomes, filiale volailles de Terrena. L'ensemble représente environ 420 000 tonnes de volailles commercialisées, 1 500 éleveurs et 5 700 salariés, soit près de 23 % de la production française en 2016.

Cette stratégie repose sur un triple objectif : reconquérir le marché français face aux importations, renforcer les produits élaborés (notamment avec la marque Père Dodu) et maintenir une présence à l'export vers le Moyen-Orient. Malgré cette ambition industrielle, les difficultés financières persistent et conduisent à une nouvelle restructuration profonde du groupe.

2018 : la fin de Doux et la recomposition de la filière

En mai 2018, la liquidation judiciaire de Doux entraîne la dernière vente à la découpe du groupe. Un montage regroupant plusieurs acteurs permet toutefois de préserver une partie importante de l'outil industriel et des emplois.

L'activité grand export (abattoir) est reprise par le groupe saoudien Al-Munajem, qui crée la société France Poultry autour de l'abattoir de Châteaulin. Cette entité exporte près de 90 % de sa production vers le Moyen-Orient, où la marque Doux demeure très forte. Les volumes sont néanmoins réduits : l'outil passe d'environ 5 millions de poulets par semaine à environ 2 millions, signe d'un modèle plutôt prudent.

En parallèle, l'amont de la filière est réorganisé au sein de Yer Breizh, structure destinée à regrouper les éleveurs, couvoirs et fabricants d'aliments issus de l'ancien groupe Doux. Cette société associe plusieurs partenaires industriels : LDC, Terrena, Triskalia (Eureden) et Al-Munajem, ainsi que la Région Bretagne, entrée au capital pour soutenir la transformation de la filière. Environ 200 éleveurs sont intégrés à ce dispositif, représentant près de 300 000 m² de bâtiments d'élevage. Cette restructuration a permis de préserver l'essentiel de l'outil export tout en maintenant une base d'élevage bretonne. Mais elle entérine aussi la fin du modèle intégré qui avait fait la puissance de Doux. Entre la fin des restitutions (2013) et la dernière restructuration de Doux en 2018, l'érosion des volumes d'export vers le Moyen-Orient s'est fortement accélérée, passant de 240 000 téc à 100 000 téc soit une baisse de 57 % en 5 ans.

La fenêtre stratégique de Châteaulin II

A partir de 2018, la reprise de Doux Farmor et l'implication de LDC dans Yer Breizh ouvre une opportunité stratégique majeure : la construction d'un nouvel abattoir destiné au poulet lourd pour le marché français, souvent appelé projet « Châteaulin II ». Porté par le groupe LDC, cet outil devait représenter un investissement d'environ 60 millions d'euros et atteindre une capacité pouvant dépasser 700 000 poulets par semaine. L'objectif était de reconquérir une partie du marché domestique, notamment celui de l'industrie et de la restauration hors domicile, fortement dépendant des importations européennes. Selon les estimations, un tel outil aurait pu remplacer à lui seul près de 15 % des volumes importés (2019).

Cependant, malgré le soutien de la Région Bretagne et l'engagement initial des acteurs industriels, le projet est progressivement mis en suspens. La conjoncture du marché, le Covid et les arbitrages stratégiques des groupes conduisent finalement à son abandon. Dans le même temps, LDC continue à renforcer ses positions sur le marché intérieur en rachetant en 2020 l'entreprise Ronsard (Eureden), alors en difficulté, écartant notamment une candidature du groupe néerlandais Plukon.

La période qui suit cette restructuration se caractérise par un équilibre fragile. Le modèle export est maintenu autour de France Poultry avec une érosion progressive des volumes, tandis que l'amont agricole breton subsiste grâce à Yer Breizh. Mais la

transition vers un nouveau modèle industriel orienté vers le marché intérieur reste incomplète.

Ainsi, sur la période de 2018 à 2025 les exportations vers le Moyen-Orient ont de nouveau reculé passant de 100 000 téc à 63 000 téc fragilisées par le Covid, la guerre en Ukraine, l'IAHP et une forte concurrence brésilienne. De plus, la politique menée par l'Arabie saoudite (Vision 2030) adoptée par Al-Munajem pour réduire les dépendances aux importations et développer la production locale de poulet n'a pas aidé la filière française.

Pendant ce temps, la dépendance française aux importations de poulet continue de s'accroître. La part des importations dans la consommation nationale progresse fortement, passant d'environ 44 % en 2018 à plus de 52 % en 2025. La consommation de poulet notamment dans la restauration hors domicile (RHD), est largement dominée par les importations qui ont progressé entre 2018 et 2025 de 58 %.

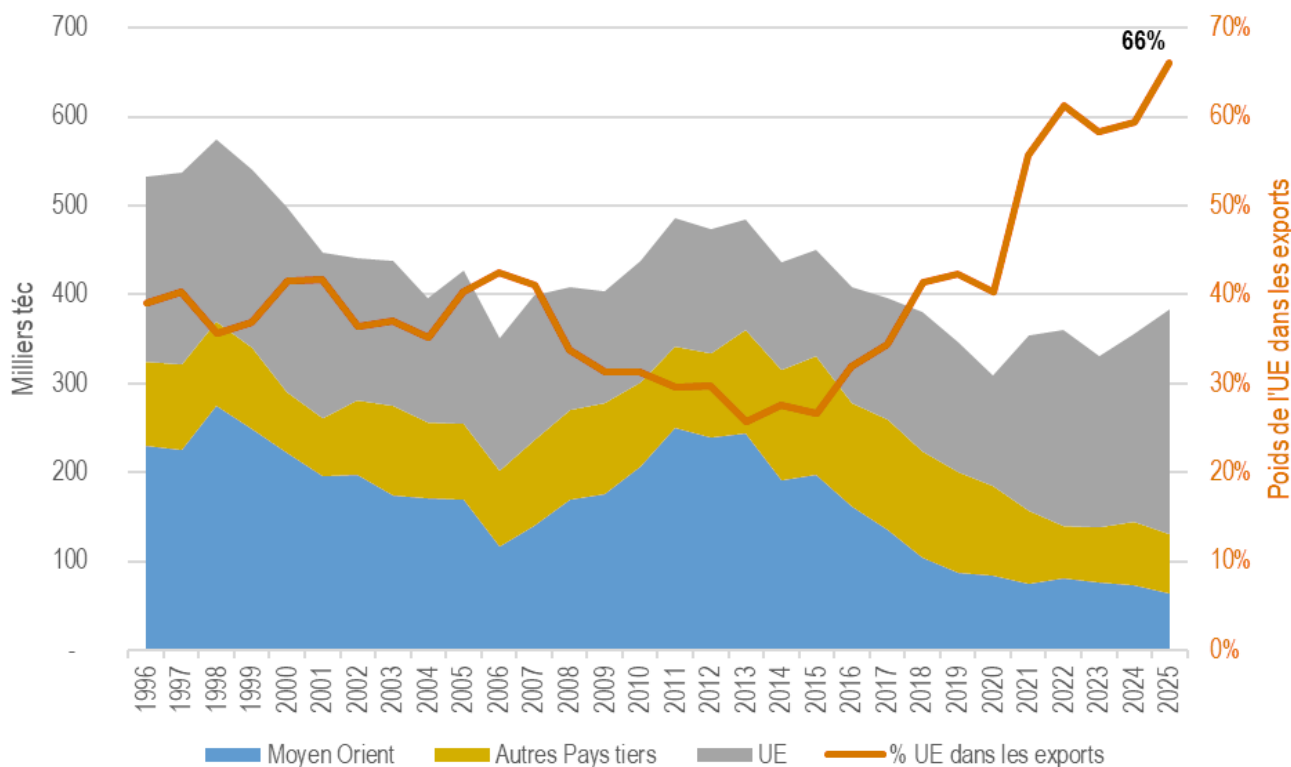
Ainsi, malgré les efforts de restructuration engagés après la chute de Doux, la filière française se retrouve dans une situation paradoxale : un outil export stabilisé mais plus réduit, un projet industriel de reconquête du marché intérieur resté en suspens, et une dépendance croissante aux importations.

4. Convergence des souverainetés ?

Deux dynamiques à l'œuvre dessinent en creux le même constat : le modèle du poulet export breton est structurellement voué à disparaître. Du côté saoudien, la stratégie de localisation de la production portée par des acteurs comme Al-Munajem ne vise plus à sécuriser des importations, mais à les substituer. En investissant directement dans des capacités de production locales, ces groupes se transforment de clients en concurrents (concurrents directs du modèle export dont ils constituaient jusqu'ici le principal débouché). La demande en poulet congelé français au départ de Bretagne n'a donc pas vocation à se redresser : elle s'érode structurellement, au rythme de la montée en puissance de la production nationale saoudienne et la pression de la concurrence brésilienne et ukrainienne.

Du côté français, la réponse industrielle se heurte à ses propres limites. Si la volonté de reconquérir le marché intérieur est réelle, sa concrétisation rapide reste entravée par les obstacles qui pèsent sur toute nouvelle capacité d'élevage : délais administratifs,

Evolution des exportations françaises de poulet par destination



Source : ITAVI d'après Douanes

autorisations environnementales, acceptabilité locale, accès au foncier. Construire un nouvel élevage prend des années. C'est précisément pourquoi LDC cherche à développer l'amont agricole sur le long terme, mais à en hériter sur le court terme également, en récupérant l'amont Yer Breizh. La valeur de ces actifs ne tient pas à leur destination historique vers l'export, mais à leur disponibilité immédiate pour alimenter le marché intérieur. En d'autres termes, ce qui était la force du modèle export (un amont agricole dense et structuré) devient une ressource précieuse pour reconquérir le marché intérieur.

5. Scénario sans grand export : quels effets sur les importations et l'équilibre du marché ?

La simulation d'un arrêt du grand export, avec redirection des volumes vers le marché national, met en évidence plusieurs évolutions sur l'équilibre du marché.

La consommation de poulet reste stable à 1,76 Mtéc, mais la réallocation des volumes exportés vers

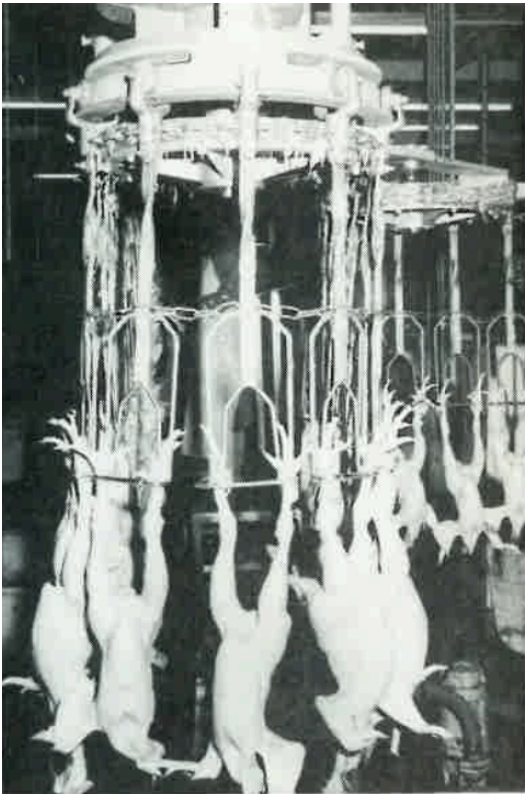
Moyen-Orient permet de réduire le recours aux importations. Dans ce scénario, les importations passeraient de 922 000 téc à 851 000 téc, soit une baisse d'environ 8 %. La part des importations dans la consommation reculerait ainsi de 52,4 % à 48,4 % soit un gain de 4 points. Parallèlement, les exportations diminueraient de 383 000 téc à 317 000 téc, soit (-17 %) en raison de l'arrêt de la production grand export (66 000 téc).

L'impact sur la balance commerciale serait contrasté. En volume, la baisse des exportations serait compensée par la diminution des importations. En revanche, en valeur, l'effet pourrait être plus favorable. Les exportations vers le Moyen-Orient reposent largement sur des produits faiblement valorisés, notamment du poulet entier léger (1 kg/carcasse), dont le prix moyen était d'environ 1,4 €/kg carcasse en 2025, pour un montant d'environ 100 M€ d'exportations. À l'inverse, la réorientation de ces volumes vers le marché français, notamment sous forme de poulets alourdis ou de produits élaborés à plus forte valeur ajoutée, pourrait améliorer la valorisation globale et accélérer la substitution aux importations en valeur. Cette dynamique suggère qu'une stratégie de redéploiement vers des débouchés domestiques ou européens à plus forte valeur pourrait contribuer à réduire plus rapidement le déficit de la balance commerciale en valeur.

Simulation de l'arrêt du grand export – impact sur le bilan du poulet (2025)

	Simulation année 2025 (Milliers de Téc)	
	Actuelle	Sans grand export
Production	1 226	1 226
Exportations	383	317
dont grand export	66	-
Importations	922	851
Consommation	1 760	1 760
% import/conso	52,40%	48,40%

Source : Calcul et simulation ITAVI d'après SSP, douanes



Abattage de poulets d'exportation_@ITAVI

6. La filière française du poulet grand export - Repères chronologiques (1955–2026)

Date	Phase	Événement
1955	Construction et essor (1955 – 1983)	Doux s'installe à Port-Launay (1er abattoir export)
1956		Tilly s'installe à Guerlesquin
1962		Bernard/UNACO s'installe à Briec-de-l'Odét OCM avicole européenne : mise en place des restitutions à l'export
1972		Pivot stratégique : le Proche et Moyen-Orient devient le débouché principal Les exports totaux de viande de volaille doublent entre 1972 et 1976 (42 000 → 84 000 t/an)
1981		Construction du plus gros abattoir d'Europe à Châteaulin Rapprochement Doux / UNACO sous l'égide de la BNP
1983		1ère Apogée : 388 000 tonnes exportées
1984	Premiers doutes et déclin (1984 – 2013)	Faillite de Tilly : arrêt brutal des exports vers l'URSS + entrée du Brésil
1994		Accords du GATT signés : réduction progressive des restitutions actée
1995–2001		Contingents éligibles aux subventions : –21 % en volume, –36 % en valeur
1998		2e apogée : 575 000 tonnes exportées
2001		Lancement cycle de Doha : Doux rachète Frangosul au Brésil
2006		Dépôt de bilan de Tilly-Sabco : crise de l'influenza aviaire
2012		Doux dépose le bilan (juin 2012), endettement structurel
juil. 2013		Fin des restitutions à l'export (Commission européenne) Exports Moyen-Orient : 240 000 t → début de l'érosion accélérée
2014		Al-Munajem entre au capital de Doux (logique client-actionnaire) Tilly-Sabco dépose le bilan
2016	Restructuration et équilibre fragile (2016 – 2025)	Terrena finalise l'acquisition de Doux (avec Sofiprotéol) 420 000 t de volailles, 1 500 éleveurs, 5 700 salariés (≈ 23 % prod. française)
2017		Difficultés persistantes, export sous pression Exports Moyen-Orient : 135 000 t
2018		Liquidation judiciaire de Doux – reprise à la découpe : · Al-Munajem crée France Poultry (abattoir de Châteaulin, ~2 M poulets/sem.) · Création de Yer Breizh (France Poultry, LDC, Terrena, Eureden, Région Bretagne) · LDC reprend le site Quimper (Doux Farmor) Exports Moyen-Orient : 240 000 → 100 000 téc (–57 % entre 2013 et 2018)
2019		Projet envisagé Châteaulin II (LDC) : nouvel abattoir ~60 M€, 700 000 poulets/sem. Objectif : remplacer ~15 % des volumes importés
2020		LDC rachète Ronsard (Eureden) : signal fort reconquête marché intérieur Covid : projet Châteaulin II suspendu puis abandonné
2020–2025		Covid, IAHP, inflation : volumes grand export fragilisés (100 000 → 63 000 téc) Imports : 42 % → 52 % de la conso nationale Vision 2030 saoudienne (Al-Munajem) : substitution progressive aux imports
Fév. 2026	La fin d'un modèle	Tribunal de commerce de Rennes valide la reprise de France Poultry et de 35,5 % de Yer Breizh par LDC Arrêt progressif du grand export à l'horizon 2027 Réorientation vers le marché intérieur : l'amont breton change de destination Construction d'un nouvel abattoir de 1M poulet/semaine (120 M€) horizon 2028

7. Perspectives

La fin annoncée du poulet « grand export » français marque l'aboutissement d'un cycle industriel entamé en Bretagne dans les années 1960. Pendant plus d'un demi-siècle, cette filière a structuré l'économie avicole bretonne et fait de la France l'un des principaux exportateurs de poulets vers le Moyen-Orient. Mais la fin des restitutions, la montée en puissance de nouveaux concurrents, en particulier le Brésil, et les stratégies de relocalisation de la production dans les pays historiquement importateurs ont progressivement érodé l'équilibre économiques de ce modèle.

Ce tournant ouvre cependant une nouvelle phase pour la filière française, celle de la reconquête du marché intérieur, alors même que plus d'un poulet consommé sur deux est aujourd'hui importé (52,4 %). La réorientation d'une partie de l'outil productif vers des produits mieux valorisés, notamment le poulet alourdi et les débouchés de l'industrie et de la RHD, pourrait

contribuer réduire cette dépendance et à améliorer la balance commerciale.

Cette mutation suppose toutefois un important travail d'adaptation de l'amont agricole. Une partie du parc d'élevages issu du modèle export devra être renouvelée et adaptée aux nouveaux cahiers des charges : transformation des bâtiments, modernisation des équipements et évolution des systèmes d'élevage (lumière naturelle, poulet alourdi...).

À l'aval, la perspective de la construction d'un nouvel abattoir à Châteaulin d'ici 2028, capable de traiter près d'un million de poulets par semaine, constitue un jalon majeur de cette recomposition industrielle. Mais cet outil ne pourra fonctionner à pleine capacité que si la filière parvient à développer suffisamment de bâtiments d'élevage pour l'alimenter. L'enjeu est donc désormais clair : transformer un appareil productif historiquement tourné vers l'export en une capacité de substitution aux importations, capable d'accompagner la croissance continue de la consommation de poulet en France.



Exportation de poulets congelés © ITAVI

Références bibliographiques

- Agreste, 2026.** Conjoncture – Productions animales. Bulletin mensuel : abattages et production de volailles. Service de la statistique et de la prospective (SSP), Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Paris. <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/>
- Baudienville, B., 1983.** Les viandes de volailles dans le monde : 5 exportateurs, 29 importateurs, 1 produit. L'économie avicole, Session Itavi du 9 juin 1983, 39-44.
- Bonastre, J.-B., 1965.** Bilan provisoire de dix mois de crise du marché de la volaille en France. *Economie rurale* n° 63, 3-15. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1965.1876>
- Chatellier, V., Magdelaine, P., Trégaro, Y., 2015.** La compétitivité de la filière volaille de chair française : entre doutes et espoirs. *INRA Prod. Anim.* 28, 411-428. <https://doi.org/10.20870/productions-animales.2015.28.5.3043>
- Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), 2026.** Statistiques du commerce extérieur de la France, base DataDouane, nomenclature NC8, extraction mars 2026. *Ministère de l'Économie et des Finances*, Paris. <https://www.douane.gouv.fr/la-douane/opendata>
- Diry, J.-P., 1985.** L'industrialisation de l'élevage en France : économie et géographie des filières avicoles et porcines. *Ophrys*, Marseille.
- FAO, 2026.** FAOSTAT : Cultures et produits animaux. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QCL/visualize>. Licence: CC-BY-4.0.
- Le Bihan, J., 1961.** Analyse économique du développement de l'aviculture intensive en Bretagne. Rennes.
- Itavi, 1988.** Les grandes lignes de l'aviculture française.
- Sauvée, L., 1989.** Dynamique de la concurrence et groupes industriels. Le cas du secteur avicole en France. Département des Sciences Economiques ENSA de Rennes.
- Saunier, P., Schaller, B., Saunier, P., 1982.** Les déterminants de la concentration dans les secteurs agro-alimentaires : le cas de la filière "volailles de chair," L'aviculture française 20 ans après / P. Saunier ; B. Schaller. *Inst. National de la recherche agronomique ; Station d'économie et de sociologie rurales*, Paris.
- Trégaro, Y., 2015.** Regard historique sur la filière grand export et perspectives. JRA, Onzièmes Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras, Tours, les 25 et 26 mars 2015.

Ce document a été élaboré avec le soutien financier
du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté
Alimentaire (CasDAR)

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR

 **MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**
*Liberté
Égalité
Fraternité*